

OECD-FAO Agricultural Outlook 2008-2017

Summary in French

Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2008-2017

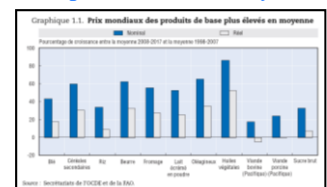
Résumé en français

La quatorzième édition des *Perspectives agricoles* a été élaborée conjointement, pour la quatrième fois, par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies. Axée sur l'évolution des marchés des produits pour la période 2008-2017, elle met à profit les connaissances spécialisées de ces deux organisations sur les produits, les politiques et les pays. Il s'agit d'analyser les tendances des marchés mondiaux pour les principaux produits agricoles, de même que pour les biocarburants. Les perspectives des marchés agricoles sont mises en évidence pour la production, la consommation, les échanges, les stocks et les prix des produits considérés.

Les projections relatives aux marchés couvrent non seulement les pays de l'OCDE et d'autres acteurs agricoles de premier plan tels que l'Inde, la Chine, le Brésil, la Fédération de Russie et l'Argentine, mais aussi beaucoup de pays et régions n'appartenant pas à la zone OCDE, soit un total de 39 pays et 19 régions.

- Les prix de référence mondiaux de la plupart des produits agricoles visés ici ont atteint ou dépassé les niveaux record antérieurs, du moins en termes nominaux. Cette situation ne durera pas, et les prix sont appelés à descendre progressivement, étant donné le caractère ponctuel de certains des facteurs en cause dans les envolées récentes. Toutefois, il y a tout lieu d'ajouter désormais des facteurs permanents qui vont contribuer à maintenir les prix à des niveaux plus élevés en moyenne que dans le passé et à atténuer la tendance longue à la baisse en termes réels. Que ces facteurs aient un caractère ponctuel ou permanent, les dispositions prises pour faire évoluer l'agriculture et combattre la faim et la pauvreté doivent en tenir compte.
- La hausse spectaculaire des prix observée depuis 2005/06 tient en partie à des conditions météorologiques défavorables dans les grandes régions de production céréalière de la planète, dont les retombées se sont fait sentir sur les cultures et les activités d'élevage qui se disputent les mêmes terres. Dans un contexte où les stocks mondiaux sont peu abondants, ces rebondissements suffisent à eux seuls pour déclencher de fortes réactions en termes de prix. Ils n'ont rien de nouveau ; en pareil cas dans le passé, les prix sont redescendus parallèlement au retour à des conditions plus normales et l'offre a fini par suivre. Il n'y a pas de raison de croire ici que ce schéma ne se reproduira pas dans les années à venir.
- Toutefois, lorsqu'ils auront baissé par rapport aux niveaux record actuels, les prix resteront, en moyenne, plus élevés à moyen terme que pendant la décennie écoulée. Mais les déterminants de l'offre de produits agricoles (les gains de productivité, pour l'essentiel) finiront par l'emporter sur ceux qui sous-tendent la progression de la demande, liée aussi bien à l'alimentation humaine et animale qu'à des utilisations industrielles, à commencer par la production de biocarburants. En conséquence, les prix se réorienteront à la baisse en termes réels, de façon cependant moins marquée peut-être que dans le passé (voir Vue d'ensemble, graphiques 1.1, 1.4 et 1.5).
- Du côté de l'offre, l'augmentation ininterrompue des rendements devrait jouer un rôle plus important pour l'offre de produits végétaux que les nouvelles superficies mises en culture. La lente progression des rendements dans la production laitière et animale favorise aussi la croissance de la production de lait et de viande. La présente édition des Perspectives table notamment, entre autres hypothèses clés, sur un certain raffermissement du dollar par rapport à la plupart des monnaies. Dans les pays concernés, une telle évolution renforcera les incitations intérieures liées aux prix dans le sens d'une augmentation de la production. Ensemble, ces facteurs soutiennent la croissance de la production agricole mondiale, bien que l'élan soit en partie freiné par l'effet de réduction de l'offre provoqué par les prix élevés du pétrole qui

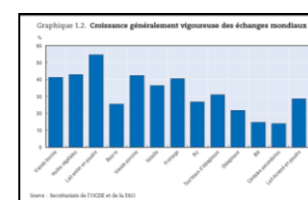
Graphique 1.1. Prix mondiaux des produits de base plus élevés en moyenne



font grimper les coûts de production.

- Du côté de la demande, la modification des pratiques alimentaires, l'urbanisation, l'essor économique et la croissance démographique dynamisent la demande de produits d'alimentation humaine et animale dans les pays en développement. Globalement, et en termes absolus, l'alimentation humaine et animale demeurent les principaux moteurs de croissance en agriculture. Mais entre aussi désormais en ligne de compte la demande, en augmentation rapide, de matières premières destinées à un secteur bioénergétique porteur. Bien qu'elle soit moins forte que la progression des utilisations liées à l'alimentation humaine et animale, la demande de biocarburants est le principal élément nouveau sur des décennies et explique pour une grande part la montée des prix des produits agricoles.
- Compte tenu de ces facteurs en jeu dans l'offre et la demande, les Perspectives tendent à montrer qu'à moyen terme, les prix des produits de base – en termes nominaux – dépasseront en moyenne les niveaux qui ont prévalu pendant les dix années écoulées. Par rapport à la moyenne observée entre 1998 et 2007, les projections de prix pour la période 2008-2017 indiquent une augmentation de 20 % environ pour la viande bovine et porcine, de quelque 30 % pour le sucre brut et le sucre blanc, de 40 à 60 % pour le blé, le maïs et le lait écrémé en poudre, de plus de 60 % pour le beurre et les graines oléagineuses et de plus de 80 % pour les huiles végétales. Mais à partir de ces niveaux plus élevés, le mouvement de baisse des prix reprendra en termes réels, à un rythme cependant plus lent.
- Par ailleurs, les prix pourraient aussi être plus instables que dans le passé : les niveaux des stocks ne devraient pas sensiblement remonter durant la période visée par les Perspectives ; la demande est de moins en moins sensible aux fluctuations des prix à la ferme à mesure que la part des produits de base diminue dans la facture alimentaire finale et que la demande industrielle augmente ; les conditions météorologiques et l'offre de produits agricoles pourraient devenir plus variables en raison du changement climatique ; et des fonds d'investissement non commerciaux, à caractère spéculatif, opèrent sur les marchés à terme agricoles ou s'en retirent en fonction des perspectives de profit.
- Dans ce contexte général, l'épicentre de la production agricole mondiale continuera de se déplacer des pays de l'OCDE vers les pays en développement. Ces derniers affichent une progression plus rapide de la consommation et de la production pour tous les produits à l'exception du blé. À l'horizon 2017, ils devraient arriver en tête pour la production et la consommation de la plupart des produits de base, sauf les céréales secondaires, le fromage et le lait écrémé en poudre.

Graphique 1.2 Croissance généralement vigoureuse des échanges mondiaux

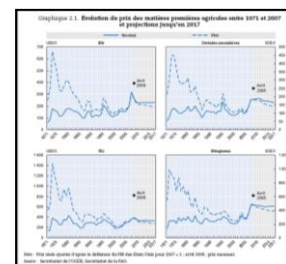


Graphique 1.3 Croissance des exportations mondiales dominée par les pays en développement



- Des rééquilibrages correspondants se produisent aussi dans les courants d'échanges mondiaux. Les importations progressent surtout dans les pays en développement, et une part grandissante des volumes supplémentaires vient d'autres pays émergents et en développement. L'essor des exportations à partir des pays en développement est plus marqué, et parfois de beaucoup, pour la quasi-totalité des produits. Toutefois, bien que les pays de l'OCDE voient diminuer leur part dans les exportations mondiales, ils restent en tête pour le blé, les céréales secondaires, la viande porcine et tous les produits laitiers.
- Les prix élevés se traduisent par des gagnants et des perdants. Ils s'avèrent bénéfiques pour beaucoup de producteurs agricoles, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Cependant, bon nombre d'agriculteurs des pays en développement ne sont pas reliés aux marchés, et ne tireront guère d'avantages, voire aucun, de la montée actuelle des prix. Pour les pauvres, en particulier dans les zones urbaines des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, la situation va s'aggraver. Dans bien des pays à faible revenu, la nourriture représente en moyenne plus de 50 % du budget et le haut niveau de prix qui ressort de la présente édition des Perspectives entraînera davantage de personnes dans la malnutrition.
- Pour les pays les moins avancés, en particulier les pays à déficit alimentaire, les projections indiquent donc une vulnérabilité accrue et des approvisionnements alimentaires aléatoires dans une période caractérisée par la cherté des produits de base et une grande instabilité des prix. D'où la nécessité d'améliorer leurs capacités d'approvisionnement intérieur, moyennant des investissements dans les services d'éducation, de formation et de vulgarisation, les activités de recherche-développement et l'infrastructure physique. Outre ces solutions à long terme, il importe à court terme que le commerce des produits de base contribue efficacement à répartir les approvisionnements disponibles.
- Les Perspectives se fondent sur une hypothèse de politiques agricoles et commerciales inchangées. Or l'évolution effective des prix des produits agricoles et des denrées alimentaires dépend largement des grandes orientations à venir. Une augmentation de l'aide humanitaire s'impose pour réduire les incidences négatives des hauts niveaux de prix sur les plus démunis, et serait possible selon des modalités dépourvues d'impact notable sur les marchés.
- En revanche, des mesures restrictives telles que les taxes et embargos sur les exportations ne seraient pas sans effet à cet égard. Elles peuvent apporter provisoirement un certain répit aux consommateurs des pays concernés, mais elles sont supportées par

Graphique 2.1. Évolution du prix des matières premières agricoles entre 1971 et 2007 et projections jusqu'en 2017, en USD par tonne



les producteurs nationaux et limitent la réactivité de l'offre, tout en contribuant aux incertitudes qui entourent les marchés mondiaux des produits de base. Parallèlement, la protection conférée aux producteurs de denrées agricoles par des mesures aux frontières pèse sur les consommateurs du pays ; elle limite en outre les possibilités de croissance à l'étranger pour les producteurs, en compromettant une augmentation de l'offre agricole mondiale éminemment souhaitable.

- Le soutien public, ainsi que l'évolution des prix du pétrole, influenceront grandement à l'avenir sur la demande de biocarburants issus de matières premières agricoles. Des changements intervenant dans l'un ou l'autre cas, ou de nouveaux progrès technologiques, seraient également lourds de conséquences pour les projections de prix des produits agricoles, de même que pour le potentiel mobilisable à des fins d'alimentation humaine et animale.
- Enfin, à plus long terme, l'offre agricole est confrontée à des incertitudes et à des obstacles quant à la superficie des nouvelles terres susceptibles d'être mises en culture. Des investissements publics et privés dans l'innovation et l'accroissement de la productivité agricole, en particulier dans les pays en développement, amélioreraient considérablement les perspectives en contribuant à élargir la base de production et diminueraient le risque de nouvelles variations brutales des prix des produits de base.

Pour accéder au rapport intégral rendez-vous sur www.agri-outlook.org

Ce résumé contient des **StatLinks**, un service qui vous livre des fichiers ExcelTM depuis la page imprimée!

© OCDE/FAO 2008

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE

www.oecd.org/bookshop/

Pour plus d'information, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE,
Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par
fax au +33 (0)1 45 24 13 91

Service des Droits et traduction de l'OCDE
2, rue André-Pascal
75116 Paris
France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights

